



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 273 Janvier 2012

*Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote*

<http://www.lemil.org>

## LA FRANCE OU LA GAUCHE, IL FAUT CHOISIR

### XXII<sup>ème</sup> Convention Nationale du M.I.L

Le vendredi 20 et le samedi 21 janvier 2012, le **Mouvement Initiative et Liberté (MIL)** a tenu sa XXII<sup>ème</sup> Convention nationale à Paris. Cette manifestation a réuni plus de 350 cadres du MIL représentant les délégations des régions et départements de métropole, d'Outre-mer et des Français de l'étranger.

Le recteur **Christian LABROUSSE**, président du MIL et président de séance, a ouvert les travaux par un exposé de la situation économique de la France, suivi par une intervention de **Jean-Paul GARRAUD**, député de la Gironde, membre du comité d'honneur du MIL, expliquant l'impossibilité de conjuguer identité nationale et droit de vote aux étrangers ; le recteur **Armel PECHEUL**, vice-président du MIL, a démontré comment la gauche, sapant les bases de la société, se détermine contre les valeurs de la France ; **Jacques GODFRAIN**, président de la Fondation Charles de Gaulle, ancien ministre, membre du comité d'honneur du MIL, a rappelé la nécessité et la modernité de la Fondation qui fête ses 40 ans ; **Yves GUENA**, ancien président de la Fondation de la France Libre, ancien ministre, a, à son tour, rappelé que maintenir l'esprit gaulliste était un devoir ; **Charles PASQUA**, ancien ministre d'Etat, membre du comité d'honneur du MIL, a conclu la première partie de cette Convention nationale par une mise en garde : il faut tout faire pour empêcher la gauche d'arriver au pouvoir.

**Jérôme CHARTIER**, député du Val d'Oise, a ouvert la seconde partie en démontrant que, contre la crise, **Nicolas SARKOZY** était le meilleur atout de la France ; **Marie-Anne MONTCHAMP**, secrétaire d'État aux solidarités et à la cohésion sociale, a présenté, dans un message vidéo, l'action et l'ambition sociale de la droite ; **Éric RAULT**, député de la Seine-Saint-Denis, ancien ministre, membre du comité d'honneur du MIL, a présenté l'action de la droite dans les banlieues ; dans un message vidéo, **Frédéric LEFEBVRE**, secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des PME et des professions libérales, a lancé un appel fort à soutenir **Nicolas SARKOZY** afin de poursuivre la nécessaire politique de réforme ; **Roger KAROUTCHI**, sénateur des Hauts-de-Seine, ancien ministre, membre du comité d'honneur du MIL, a lancé un appel à la mobilisation de chacun, le militantisme étant une nécessité pour la victoire de **Nicolas SARKOZY** ; **Valérie PECRESSE**, ministre du Budget, porte-parole du gouvernement, a, dans un message vidéo, rappelé que notre seule ambition était celle d'une France de l'excellence. **Jacques ROUGEOT**, vice-président du MIL, professeur émérite des universités, a conclu la deuxième partie de cette Convention nationale par une mise en garde : la victoire de la gauche en 2012 ce serait la France en chute libre.

De nombreuses personnalités ont honoré de leur présence cette XXII<sup>ème</sup> Convention nationale du **Mouvement Initiative et Liberté (MIL)** qui a permis aux cadres du mouvement et aux personnalités présentes de tirer les leçons du passé et de se mettre en ordre de marche pour les échéances électorales à venir. Tous ont exprimé, à nouveau, leur attachement aux valeurs gaullistes, civiques et patriotiques, ciment permanent de la nation française. Et c'est dans cet esprit que, en présence de **Jean-François COPÉ**, secrétaire général de l'UMP, le samedi 21 janvier, ils ont réaffirmé leur soutien sans réserve à l'action que mènent le président de la République **Nicolas SARKOZY** et son gouvernement.

**Communiqué de presse du 23 janvier 2012**

# LA FRANCE DE L'EXCELLENCE

par Valérie PÉCRESSE,

Ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du gouvernement  
Message vidéo diffusé lors de la XXII<sup>e</sup> Convention nationale du M.I.L (Assemblée nationale - janvier 2012)

Chers Amis,

Mon agenda ne me permet malheureusement pas d'être présente parmi vous aujourd'hui, et je le regrette.

Le soutien que le MIL apporte aux forces de la majorité présidentielle lors des campagnes électorales, qu'elles soient locales ou nationales, est précieux, et je tenais à vous en remercier sincèrement. La prochaine élection présidentielle, c'est sur le terrain qu'elle se gagnera et pour cela, mes chers amis, nous avons besoin de vous. L'heure est plus que jamais venue de nous rassembler autour du président de la République. Parce que l'enjeu, aujourd'hui, c'est de savoir si la France continuera à avancer sur le chemin du rétablissement et de la modernisation ou si elle reviendra en arrière.

Depuis 5 ans, avec l'ensemble du gouvernement, nous agissons pour préparer l'avenir de notre pays. Les réformes, nous les avons engagées avant même que la crise n'éclate, nous les avons engagées depuis le premier jour de ce quinquennat. Car pour nous, rendre la France plus forte, plus dynamique et capable de protéger l'ensemble des Français, c'est d'abord la moderniser.

Ces réformes, vous avez pu très concrètement constater les effets.

Je pense évidemment d'abord à la réforme de nos universités, que j'ai été heureuse de conduire pendant 4 ans et qui a dessiné les contours d'un enseignement supérieur français totalement renouvelé. 100% de nos universités sont désormais autonomes et peuvent aujourd'hui affirmer leurs ambitions scientifiques et pédagogiques avec fierté pour faire réussir tous nos étudiants et rayonner dans le monde entier.

Je pense à la réforme des retraites, qui a d'abord été faite pour nos jeunes, pour qu'ils héritent de notre système de retraite par répartition, pilier de notre modèle social.

Mais je pense aussi à la réforme de l'Etat, à travers la révision générale des politiques publiques lancée en 2007. La RGPP, c'est plus de 500 mesures mises au service de la performance de l'action publique. Ces mesures, elles améliorent la qualité des services publics et simplifient les démarches administratives : pensez aux délais d'attente en préfecture qui ont significativement diminué, pensez à la fusion de l'ANPE et des Assedic, pensez à la déclaration en ligne de l'impôt sur le revenu. Ces mesures, elles nous permettent aussi de réaliser des économies substantielles : 15 Mds d'euros d'ici 2013, qui nous garantissent des marges de manœuvre suffisantes

pour financer nos priorités, et ce même dans les périodes de ralentissement économique, comme celle que nous vivons aujourd'hui.

Le choc de 2008 a été violent. Il a durablement frappé notre croissance et profondément touché les Français. Et cette crise n'est pas terminée. Mais, grâce à toutes ces réformes que nous avons conduites, que nous continuons et continuerons à conduire, nous saurons en sortir. Et en sortir renforcés. Car depuis le premier jour, nous travaillons quotidiennement pour redresser le pays et protéger les Français.

Nous accélérons les réformes, nous accentuons les filets de protection des plus fragiles, nous réduisons nos déficits. Bref, nous construisons la France de demain. Le rebond par le désendettement et les réformes, voilà la voie que nous avons choisie.

La marche vers le désendettement est aujourd'hui amorcée. Les résultats sont là : en 2011, nous avons ramené notre déficit public à 5,7 % de la richesse nationale. Cette baisse, mes chers amis, elle est historique. Et en 2012, nous la poursuivrons, de même qu'en 2013 et 2014, jusqu'à revenir à l'équilibre en 2016.

Nos réformes mettent en œuvre des priorités très claires.

La première, c'est l'innovation. Et c'est pourquoi l'enseignement supérieur et la recherche sont au cœur de la vision et de l'action du président de la République. 35 milliards d'euros d'investissements d'avenir, triplement du crédit impôt recherche, plan réussite en licence, développement de l'apprentissage, internats d'excellence : notre vision, mes chers amis, c'est celle d'une recherche dynamique et rayonnante et c'est celle d'une jeunesse qui, loin d'aller d'allocations d'autonomie en emplois-jeunes, réussit et s'insère plus facilement sur le marché de l'emploi.

La deuxième de nos priorités, c'est l'emploi. Et c'est pourquoi nous réfléchissons aujourd'hui aux moyens d'abaisser le coût du travail. Car faire baisser le coût du travail en France, cela veut dire aller vers une économie plus solide, plus protectrice et plus créatrice d'emplois.

La troisième de nos priorités, c'est la protection des plus fragiles. Et là encore, nous avons été très actifs : nous avons augmenté l'allocation adulte handicapé, nous avons revalorisé le minimum vieillesse, nous avons créé le revenu de solidarité active. La conséquence, mes chers amis, c'est que les filets de

protection sociale n'ont jamais été aussi solides dans notre pays.

Vous le constatez donc, le gouvernement est déterminé à sortir par le haut de cette crise. Mais il faut continuer à agir. Et, avec le président de la République et l'ensemble du gouvernement, nous agissons jusqu'au bout. Nous agissons sans perdre une minute. Parce que c'est notre devoir. Parce que nous voulons

rendre la France plus forte et plus compétitive, plus juste et plus solidaire. Pour cela, nous avons évidemment besoin de vous. Et dans ces conditions, si les Français nous renouvellent leur confiance au printemps, je suis persuadée qu'un bel avenir s'offre à nous.

Je vous remercie.

---

# LA DROITE : UNE AMBITION SOCIALE

par Marie-Anne MONTCHAMP,

Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale

Message vidéo diffusé lors de la XXII<sup>e</sup> Convention nationale du M.I.L (Assemblée nationale - janvier 2012)

Chères Amies, Chers Compagnons,

Je voulais tout d'abord vous dire combien je regrette de ne pouvoir être présente parmi vous.

Pour nous autres, membres du gouvernement, c'est en effet toujours une joie de nous retrouver avec des militants. Militants, c'est sans doute le mot qui qualifie le mieux les membres du M.I.L. Militants, disais-je, mais pas n'importe quels militants, militants gaullistes envers et contre tout, envers et contre tous aussi.

Depuis sa création, votre mouvement combat en effet avec vigueur le conformisme intellectuel qui masque souvent bien mal la paresse intellectuelle !

Parmi les lieux communs du prêt-à-penser, figure en bonne place l'idée saugrenue que la gauche serait naturellement sociale et généreuse, alors que la droite serait un affreux ramassis de réactionnaires anti-sociaux.

Dans ce domaine, comme dans d'autres, la droite en général et les gaullistes en particulier doivent surtout ne pas se laisser intimider par une gauche qui, malgré l'apostrophe célèbre de Valéry Giscard d'Estaing, prétend toujours au monopole du cœur !

Le régime d'indemnisation chômage, l'intéressement et la participation portés par le général de Gaulle et portés par Nicolas Sarkozy, la politique contractuelle et la formation tout au long de la vie imaginées par Chaban et que modernise avec détermination aujourd'hui ma collègue Nadine Morano, toutes les grandes lois sur le handicap impulsées par Jacques Chirac et que j'ai eu l'honneur immense de porter en 2004 et 2005, le RSA voulu par Nicolas Sarkozy, ce n'est pas la gauche qui a fait tout cela !

Face au mensonge et au déni d'un PS qui oscille entre promesse irréaliste d'augmentation des dépenses publiques et abandon de toute ambition sociale, au risque de faire le lit du FN, nous devons donc inlassablement rétablir la vérité.

Celle-ci, vous la connaissez : le conservatisme social, le conformisme intellectuel, le manque d'imagination, ce n'est pas chez nous qu'il faut les chercher ! C'est au PS ! Et même, disons-le, au Front national aussi !

La gauche, il faut cependant la reconnaître, n'est certes jamais avare en promesses sociales toutes plus

généreuses les unes que les autres, mais ne semble jamais se soucier de leur financement et moins encore de leur caractère soutenable à long terme.

Je ne reviendrai pas sur les 35 heures, ni sur les funestes illusions de 1981.

Mais, aujourd'hui encore, à moins de recourir au matraquage fiscal dont elle se délecte, ou à accroître de manière démesurée les déficits et la dette, cause sans doute de leur opposition à l'indispensable règle d'or, on ne voit vraiment pas comment la gauche compte financer le retour à la retraite à 60 ans et autres étrangetés contenues dans son programme. Tout comme on ne comprend pas bien comment Marine Le Pen peut justifier en vérité devant les Français une sortie de l'euro.

Quel contraste avec l'action de notre majorité !

Ce qui frappe en effet, c'est la cohérence et le sérieux du bilan social de Nicolas Sarkozy et de la majorité présidentielle.

Cet engagement déterminé en faveur de la protection des Français, tout particulièrement de ceux issus des classes moyennes et populaires, il ne se paie pas de mots, il se vérifie dans l'action gouvernementale.

Pour nos compatriotes les moins favorisés d'abord, le gouvernement n'a cessé d'agir depuis plus de 4 ans.

Depuis l'institution du RSA jusqu'à la revalorisation de 25% du minimum vieillesse et de l'allocation adulte handicapé, en passant par le développement sans précédent du logement social ou l'attribution d'un 10<sup>e</sup> mois de bourse pour les étudiants, les catégories populaires ont été au cœur de nos préoccupations et de notre action.

Pour les classes moyennes ensuite, très diverses, mais qui ont en partage un sentiment très vif : celui d'être oubliées par les politiques, celui d'être celles qui paient leurs impôts et cotisations sans jamais recevoir d'aides sociales, celui d'être celles qui travaillent dur et s'indignent d'autant plus des excès de l'assistanat.

Ce mécontentement des classes moyennes, Nicolas Sarkozy, vous le savez bien, entend y répondre. Il en a fait une priorité fondamentale pour le gouvernement. Avec lui, elles ne seront plus jamais oubliées !

Je pense bien sûr à la suppression des 2ème et 3ème tiers provisionnels de l'impôt sur le revenu pour 2009, qui a protégé le pouvoir d'achat de 5 millions de contribuables contre la crise, ou à la défiscalisation des heures supplémentaires dont a profité 1/4 des salariés, sans oublier l'exonération de droits de succession pour 95% de nos compatriotes.

Alors, c'est vrai, nous sommes profondément sociaux, mais certainement pas socialistes !

C'est sans doute, aux yeux de beaucoup de commentateurs, un péché capital.

Mais nous n'adhérons en effet absolument pas au dogmatisme idéologique du PS, mélange indigeste de dirigisme outrancier, d'égalitarisme pervers, d'assistantat infantilisant et de communautarisme honteux.

Nous croyons, quant à nous, nous le confessons volontiers, à la juste récompense du mérite et de l'effort, à l'égalité des chances et non à l'égalitarisme niveleur, à la valeur travail et non à l'assistantat émollient.

Nous n'avons donc vraiment pas à rougir devant une gauche démissionnaire, démagogique et irresponsable. Nous n'avons pas à rougir devant une extrême-droite toujours plus sournoise, démagogique et dangereuse.

Oui, seule la droite a une ambition sociale !

Oui, c'est tous ensemble que nous devons aider Nicolas Sarkozy à continuer sa tâche au service d'une France forte et fraternelle !

Oui, le M.I.L. sera, comme toujours, au premier rang des militants qui porteront de nouveau Nicolas Sarkozy à l'Élysée !

Mardi 27 mars 2012 à 12 heures 20  
**MESSE ANNIVERSAIRE**  
 de la mort de JACQUES FOCCART  
 en la Chapelle Saint-Louis de l'École Militaire  
 L'entrée est au 13, Place Joffre à Paris VII<sup>ème</sup>.

## LES DERNIERES CAMPAGNES MILITANTES DU MIL

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance régulièrement des campagnes militantes. Si vous êtes adhérent du MIL et si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles. Vous devez nous indiquer les thèmes, les quantités et l'adresse de livraison (par multiples de 5 affiches). Participation aux frais d'édition et d'expédition (facultative **mais vivement souhaitée**) : minimum 15 euros



### BULLETIN D'ADHESION

Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Téléphone ..... Portable ..... Télécopie .....  
 Courriel .....@..... Date et lieu de naissance .....  
 Profession .....

Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :  120 € ou plus  80 €  50 €  30 €  20 €  
 Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année ..... :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 €  Cotisation chômeur, jeune (-25 ans) : 15 €  
 Cotisation couple : 50 €  Cotisation simple (sans journal) : 30 €  
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 €  Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €

Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) :  soutien : à partir de 200 €  simple 60 €

Date ..... Signature .....

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex – Site Internet <http://www.lemil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.



VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L.  
 Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale – Dépôt légal à parution)

**MIL** : La droite  
 civique, gaulliste et patriote